

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Ben Aim Drieux

Prénoms : Hélène

Institution ou entreprise : CNES Centre National d'Etudes Spatiales

Axe(s) :

- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Intitulé de votre contribution : Contribution d'un collectif de citoyens du CNES

Résumé de votre contribution :

La crise que nous venons de vivre a mis en lumière des conflits citoyens et politiques entre « des savoirs » et « des opinions », servant de support à des enjeux de pouvoir et se révélant néfastes à la gestion de la crise. Notamment la masse d'informations disponibles en continu pour les citoyens, en particulier sur les réseaux sociaux, a rendu difficile la distinction entre ce qui relevait de la réalité ou ce qui était du ressort des opinions voire des fake news. Cette confusion a, de notre point de vue, compliqué la gestion de crise par les autorités et la nécessaire acceptation des décisions ou des changements qui devaient s'imposer à chacun. La gestion de la crise elle-même, la pertinence des décisions, la légitimité des décideurs ou des experts ont été remises en question par une partie de la population, installant un climat de défiance entre décideurs, experts et citoyens. Cette défiance est d'autant plus amplifiée quand le pouvoir ne tient pas un discours honnête sur ses faiblesses et contraintes. L'extrême complexité des réseaux sociaux qui échappent à une réglementation à la hauteur des enjeux contribue à ce genre de situation qui mine l'harmonie et la cohésion de la société. Notre groupe de réflexion s'est penché sur des moyens pour faire face à ces crises tout en préservant le « vivre ensemble en confiance » dans les décisions prises. En première évidence, cette crise comme les précédentes a révélé l'urgence de mise en œuvre d'un développement durable, au bénéfice aussi bien de l'environnement que des humains. Elle a aussi mis en exergue le besoin de prioriser l'humanité et la solidarité face à une gestion mondiale fondée sur des critères purement économiques et source d'individualisme. La préparation de l'avenir ne peut s'envisager que par le prisme de ces fondamentaux qui sous-tendent l'ensemble de nos recommandations. L'éducation s'impose le vecteur prioritaire pour redonner au savoir sa juste place. L'accent doit être mis sur les fondements d'une démarche scientifique ainsi que sur le développement du sens critique afin de faire face au déluge d'informations venant de sources très diverses voire douteuses. Les contraintes environnementales et la biodiversité doivent également y tenir une place majeure. Le pouvoir prend tout son sens s'il a la capacité à proposer des solutions à une crise sur la base de connaissances éclairées, et s'il sait mobiliser la contribution citoyenne à ses côtés. De fait, nos recommandations vont dans le sens de soutenir la recherche à long terme, de faciliter l'implication citoyenne et de reconstruire les liens entre Décideurs-Experts-Citoyens comme moyen de restaurer la confiance de chacun au sein du collectif. Enfin, dans l'objectif de limiter les fake news

et la manipulation d'opinion, il nous paraîtrait de bon sens de mettre fin à l'anonymat sur les réseaux sociaux.

France STRATEGIE - Appel à contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable – Mai 2020

Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

Par un collectif de citoyens, salariés du **CNES** (Centre National d'Etudes Spatiales) forts de leur richesse individuelle et collective, ainsi que de leurs expériences professionnelles respectives dans un secteur scientifique et technique à fort impact sociétal et à risque élevé.

Contributeurs (par ordre alphabétique) : Astorg Lépine Christelle ; Ben Aïm - Drieux Hélène ; Benech Jean Claude ; Delcelier-Douchin Françoise ; Fayard Thierry ; Guillot Amandine ; Jacquesson Marie ; Kurela Michal ; Lafont Sandrine ; Manon Frédéric ; Mossay Laurence ; Tardivel Simon ; Tison Céline ; Toumazou Vincent

Résumé

La crise que nous venons de vivre a mis en lumière des conflits citoyens et politiques entre « des savoirs » et « des opinions », servant de support à des enjeux de pouvoir et se révélant néfastes à la gestion de la crise. Notamment la masse d'informations disponibles en continu pour les citoyens, en particulier sur les réseaux sociaux, a rendu difficile la distinction entre ce qui relevait de la réalité ou ce qui était du ressort des opinions voire des *fake news*.

Cette confusion a, de notre point de vue, compliqué la gestion de crise par les autorités et la nécessaire acceptation des décisions ou des changements qui devaient s'imposer à chacun. La gestion de la crise elle-même, la pertinence des décisions, la légitimité des décideurs ou des experts ont été remises en question par une partie de la population, installant un climat de défiance entre décideurs, experts et citoyens. Cette défiance est d'autant plus amplifiée quand le pouvoir ne tient pas un discours honnête sur ses faiblesses et contraintes. L'extrême complexité des réseaux sociaux qui échappent à une réglementation à la hauteur des enjeux contribue à ce genre de situation qui mine l'harmonie et la cohésion de la société.

Notre groupe de réflexion s'est penché sur des moyens pour faire face à ces crises tout en préservant le « vivre ensemble en confiance » dans les décisions prises.

En première évidence, cette crise comme les précédentes a révélé l'urgence de mise en œuvre d'un développement durable, au bénéfice aussi bien de l'environnement que des humains. Elle a aussi mis en exergue le besoin de prioriser l'humanité et la solidarité face à une gestion mondiale fondée sur des critères purement économiques et source d'individualisme. La préparation de l'avenir ne peut s'envisager que par le prisme de ces fondamentaux qui sous-tendent l'ensemble de nos recommandations.

L'éducation s'impose le vecteur prioritaire pour redonner au savoir sa juste place. L'accent doit être mis sur les fondements d'une démarche scientifique ainsi que sur le développement du sens critique afin de faire face au déluge d'informations venant de sources très diverses voire douteuses. Les contraintes environnementales et la biodiversité doivent également y tenir une place majeure.

Le pouvoir prend tout son sens s'il a la capacité à proposer des solutions à une crise sur la base de connaissances éclairées, et s'il sait mobiliser la contribution citoyenne à ses côtés. De fait, nos recommandations vont dans le sens de soutenir la recherche à long terme, de faciliter l'implication citoyenne et de reconstruire les liens entre Décideurs-Experts-Citoyens comme moyen de restaurer la confiance de chacun au sein du collectif. Enfin, dans l'objectif de limiter les *fake news* et la manipulation d'opinion, il nous paraîtrait de bon sens de mettre fin à l'anonymat sur les réseaux sociaux.

Contexte de crise(s) : notre analyse

Du déni de gravité...

Les épisodes de crises aussi variés dans leur nature que leur gravité, mettent au défi notre société jusque dans ses fondements voire même l'humanité toute entière lorsque la biodiversité ou le vivre ensemble sont atteints. Chaque nouvel épisode présente ses spécificités qui mettent à mal les leçons apprises lors de l'épisode précédent.

L'enjeu pour les gouvernements dans la gestion de ces crises est d'assurer l'information et la compréhension des populations afin que chaque citoyen puisse s'approprier les enjeux liés à la situation, être acteur dans des domaines relevant de son champ d'action et accepter les éventuels efforts de changement nécessaires. Pour autant, les discours infantilisant et hors du bon sens de l'Etat, la remise en question permanente et récurrente de ses décisions et de la parole des experts, ainsi que la défiance face à une presse uniforme et axée sur le catastrophisme complexifient un peu plus la gestion de la crise tout autant qu'elles fragilisent la concorde nationale.

Ainsi comme indiqué dans le document de France Stratégie sur la crise Covid, ***"la controverse autour de la chloroquine a rompu l'unité de la parole publique des scientifiques. Les divergences d'analyses et de pratiques (...) entre les équipes de l'IHU de Marseille et les autorités sanitaires, dès lors qu'elles sont mises sur la place publique, ont déchaîné les passions (à partir du 21 mars environ), dans un contexte où l'inquiétude est vive."*** On pourrait tout aussi bien citer les controverses dans l'opinion publique sur le changement climatique : réalité même de son existence, remise en question de la compétence des experts du GIEC et des mesures proposées. La presse grand public ne contribue pas à l'explication des enjeux, les présentateurs de la météo étant volontiers portés à se réjouir de longues périodes de chaleur et soleil en rupture avec les conditions de saison au moment même où notre planète bat chaque mois des records de chaleur historiques. Les polémiques entre pro et anti vaccins, entre créationnistes et tenants de la théorie de Darwin entrent également dans ce champ de remise en question et interprétation de faits scientifiques et nous pourrions accumuler les exemples à l'infini.

... à la persuasion de mieux savoir

On a pu observer ces dernières décennies avec l'essor d'Internet et des réseaux sociaux un **glissement de paradigme**. Le processus initial d'éducation des individus par les savoirs faisant d'eux des citoyens éclairés capables de se forger seul ou en groupe leurs propres opinions s'est mué en un processus plus court, plus diffus, dans lequel l'individu acquiert également des pseudo-savoirs sur les réseaux. **Ce ne sont plus les savoirs qui forgent les opinions mais bien l'inverse**. On observe même dans les périodes de crises que les réseaux sociaux deviennent la principale, la plus puissante et rapide source d'information du grand public, reposant sur les médias traditionnels mais aussi très souvent sur des sites d'origines inconnues et douteuses, mais très efficaces avec l'apparence de sites *mainstream*. La nature même des réseaux sociaux leur confère structurellement une puissance démultipliée et un coup d'avance sur le gouvernement dans la gestion de crises. Un petit groupe bien organisé et habile en communication peut influencer des individus, élargir le socle des opinions, influencer la vie publique. Nous sommes nombreux à avoir entendu s'agissant de *fake news* "c'est vrai, je l'ai vu sur Facebook" ou vu les fameux "si tu es d'accord, partage !".

Le pouvoir doit même parfois donner crédit à ces opinions sorties des réseaux sociaux. On l'a vu avec la visite du Président Macron à l'IHU de Marseille qui peut laisser penser qu'une opinion née sur Youtube, Twitter et Facebook (fusse-t-elle sur la base d'un scientifique connu) vaut autant qu'un conseil scientifique mis en place par le gouvernement. La démocratie est mise à mal : elle ne peut reposer sur la prise en compte des opinions de chacun sur les réseaux. La gouvernance par les sondages d'opinion qui s'est généralisée depuis 2007 puis élargie aux réseaux qui relaient des informations à haute fréquence semble préjudiciable à la temporalité du fonctionnement d'une démocratie. Cette haute fréquence est incompatible d'un temps long nécessaire à la prise de recul et à la réflexion pour des décisions éclairées.

Les citoyens sont alors perdus. Face à des questions qui font peur, qui interrogent la dimension même de la société, de la hiérarchie, de la place de l'individu et de son futur, le citoyen peut se trouver démuné pour

trouver des informations fiables, sérieuses et consolidées, faisant face à une incapacité à mettre des mots sur ces problèmes et les angoisses qu'ils peuvent générer. Violence comportementale et verbale répandues sur les réseaux sont en partie l'expression de cette incapacité. Dans le même temps, les décideurs, mal préparés, semblent alors pris au dépourvu, face à la suspicion des citoyens et à la cacophonie des experts véritables ou auto proclamés. Ces derniers conservent encore une longueur d'avance en terme de communication.

Or chaque citoyen doit **avoir confiance dans les décideurs pour adhérer à une décision contraignante**. Il appartient aux pouvoirs publics de restaurer cette confiance. Un **effort pédagogique** est important de la part de ceux qui détiennent la connaissance (de la science, du fonctionnement politique, etc.). Ils doivent expliquer à tous, en toute transparence, pour donner les clefs de compréhension.

Nos recommandations

Une éducation de tous à la critique et au vivre ensemble

Dans ce contexte risqué pour le vivre ensemble, **l'éducation des citoyens à la critique** revient alors au cœur des débats. Les **enjeux de l'éducation sont ainsi colossaux**. Elle doit permettre de former des citoyens capables d'appréhender les problématiques auxquels ils sont confrontés, de prendre le recul et le temps nécessaires à la réflexion. Ils doivent être en mesure de contrebalancer les infos diffusées en continu à haute fréquence médiatique. Pour cela, le citoyen doit être formé à l'esprit critique, aux médias, à la zététique, à l'approche scientifique, etc. Ces disciplines sont aujourd'hui absentes des cursus, et ce du primaire jusqu'au supérieur. C'est pourtant la seule défense possible aux *fake news*.

Les controverses récentes ont démontré parmi la population une mauvaise compréhension de la méthode scientifique. Au-delà du déluge de connaissances, de données et d'informations, il faut aussi et surtout **expliquer la méthode, le processus scientifique** pour pouvoir comprendre les experts en temps de crise et le nécessaire soutien à la recherche dans la durée. Il est important de noter que cette éducation ne concerne pas seulement les jeunes mais **l'ensemble de la population** et qu'à ce titre l'effort ne pourrait être porté par la seule Éducation Nationale.

L'apprentissage de la controverse doit s'accompagner de celle de la tolérance et du bien vivre ensemble dans notre société multiculturelle afin de mieux appréhender la diversité de notre société ainsi que d'une éducation civique renforcée pour comprendre le cadre et les fondements de notre démocratie

Mettre dans l'ensemble du cursus éducatif, une éducation renforcée à l'éducation civique, à la diversité culturelle, à l'esprit critique, aux médias, à la zététique et à l'approche scientifique.

Faire un effort de pédagogie sur les fondements de la démarche scientifique dans tous les média abordables par l'ensemble de la population.

Une meilleure prise en compte de l'engagement citoyen

L'engagement citoyen dans la gestion de crise est un atout à ne pas négliger. Si les citoyens ne peuvent se substituer aux décideurs - et ce n'est pas leur place - ils **peuvent apporter une contribution pragmatique et de terrain**. Quel que soit leur niveau d'éducation, les citoyens ont un savoir-faire issu de leur parcours de vie, empreint de bon sens et de pragmatisme, et l'envie d'être acteur. Les espaces d'innovation crealab et fablab, très nombreux en France ont permis à des collectifs de citoyens d'être force d'innovation. Les associations se sont fédérées sur l'entraide et les réseaux sociaux ont servi de lien à toutes ces initiatives. Cette richesse est à capitaliser et à favoriser.

Favoriser dans les cursus éducatifs à tous les niveaux les dispositions de « makers » et les sciences pratiques en accompagnement des savoirs académiques.

Le rôle du pouvoir est de trouver le bon équilibre entre l'action publique et l'action citoyenne et de limiter les freins administratifs à leurs mises en œuvre.

La liberté d'initiative citoyenne peut opérer si l'Etat fait un constat honnête de son champ et de ses limites d'interventions et sollicite la solidarité citoyenne sur un ensemble de domaines identifiés collectivement.

La crise actuelle semble aussi révéler une **forte demande citoyenne pour débattre**. Il y a eu dans le passé de telles initiatives mais la question se pose de la prise en compte des contributions citoyennes dans les décisions politiques. Il faut que le pouvoir politique clarifie la place qu'il lui accorde et les modalités de prise en compte de ces recommandations. Le crédit qu'il leur accordera est une clef de la reconstruction de la confiance.

Favoriser et faciliter la participation citoyenne comme force de proposition d'innovation et dans des actions de proximité.

La fluidification des liens entre décideurs, experts et citoyens

La crise Covid a d'ailleurs révélé **un lien à reconstruire à plusieurs niveaux entre décideurs, experts, citoyens** et des défiances mutuelles entre ces différents groupes. Il convient de restaurer un climat de confiance apaisé, propice à la prise de décisions justes, éclairées, comprises par tous, du décideur au citoyen. Pour ce faire, une base de connaissances transverses et partagées est nécessaire.

La gouvernance relève trop de l'administratif, de la gestion comptable, et apparaît loin du terrain et du concret. Il y a par exemple une certaine incompréhension entre les scientifiques et les politiques, renforcée par une cacophonie entre scientifiques et pseudo-scientifiques difficiles à distinguer. Les décideurs manquent pour la plupart de culture scientifique et peu de scientifiques font de la politique. Il serait judicieux de faire se rencontrer, pour des temps de formation mutuelle, des décideurs et des chercheurs afin que les deux mondes comprennent leurs enjeux et leurs difficultés respectives. Les personnes ainsi formées, pas forcément très haut dans la hiérarchie mais proches du terrain, pourraient constituer des **points de contacts utiles**. Lors des crises, les points de contacts sont mobilisés et ils facilitent la lecture des événements et communiquent utilement pour les deux mondes politiques et scientifiques. Dans cette configuration, il est important de disposer des experts qui ont du vécu et qui savent communiquer également.

Mettre en place des temps de formation mutuelle entre décideurs et chercheurs.

Identifier des points de contact d'experts nationaux dans les différents domaines stratégiques activables en temps de crise.

Sur le lien vers la population, **les scientifiques ont à développer un effort continu de vulgarisation de la science directement vers le grand public**. La vulgarisation scientifique pourrait être un point de valorisation dans la carrière des chercheurs. Il ne faut pas laisser le terrain de la vulgarisation scientifique aux réseaux sociaux qui sont des zones hors contrôle et potentiellement promptes à la désinformation.

Valoriser les initiatives de vulgarisation scientifique dans la carrière des chercheurs.

Ces efforts de reconstruction et de fluidité de lien requièrent **une approche holistique associant des acteurs multiples**. Aux côtés de l'Éducation Nationale et des scientifiques, **les corps intermédiaires et associatifs ont un rôle pivot** à tenir pour assurer le lien entre la sphère politique et le citoyen. Ce lien redonnera du sens au dialogue et à la pédagogie dans la mise en œuvre des mesures d'accompagnement.

Remettre les corps intermédiaires et associatifs dans la chaîne de dialogue entre le pouvoir et les citoyens.

Une mesure aussi justifiée soit-elle, argumentée scientifiquement et comprise de tous ne semble pas un préalable suffisant pour accepter en France des mesures contraignantes sans autorité. On observe une distorsion entre la prise de conscience et les actes. Il n'y a pas de connaissances plus stratégiques que d'autres mais il y a des notions indispensables à acquérir sans quoi la connaissance n'est plus utile : il s'agit **du comment bien vivre ensemble, et du sens des biens collectifs**. L'éducation civique peut y répondre en partie. Cependant un modèle sociétal où l'effort laborieux est peu récompensé par rapport aux gains faciles du capital ou des actes frauduleux ne favorise pas la notion de biens communs. Une société plus respectueuse du travail et du partage équitable des biens permettrait de renouer le lien social autour de valeurs collectives et d'affronter les crises plus efficacement.

Des décideurs et responsables politiques communiquant en transparence et reconnaissant leurs éventuelles erreurs pourront alors compter dans une confiance renouvelée sur l'engagement de citoyens formés à la compréhension des grands enjeux, ouverts à accepter l'incertitude de décisions.

Créer les mécanismes démocratiques garantissant la TRANSPARENCE des décisions politiques.

Une recherche fondamentale pluridisciplinaire

Sur la recherche elle-même, cette crise dont le facteur déclenchant n'est pas maîtrisé par la science, a mis à jour des faiblesses d'investissement en France sur la **recherche fondamentale et pluridisciplinaire**. Même si les grands domaines de crises potentielles sont connus (climat, énergie, gestion de l'eau, nucléaire, épidémies, ...), il n'est pas souhaitable d'avoir une orientation de la recherche sur le long terme uniquement focalisée sur ces enjeux.

Assurer en France le financement d'une recherche académique diversifiée, hors du lobbying économique et des sciences appliquées, du business et des objectifs de croissance.

Cette vision long terme est la seule à permettre de prévenir plutôt qu'être dans le réactif.

Une nécessaire parité

De manière flagrante et mis en évidence lors de cette crise mais également lors de précédents épisodes similaire : alors que les femmes occupent des postes en première lignes (dans les écoles, les hôpitaux, la grande distribution, ...), elles ne sont que très peu représentées parmi les experts et les décideurs. L'origine possible de cette absence peut venir d'une prédisposition des femmes à s'engager davantage vers des enjeux sociétaux que de pouvoir. Pour autant la parité des organes décisionnaires et consultatifs en gestion de crise est la garantie d'une prise en compte représentative des besoins et des solutions d'une société mixte.

Œuvrer à la parité dans les organes décisionnaires et consultatifs.

Des réseaux sociaux régulés

Enfin, compte tenu de l'importance toujours croissante des réseaux sociaux, il est nécessaire de veiller autant que possible à ce qu'ils génèrent moins d'entropie dans des situations où la clarté de vue, d'analyse et de décision s'impose. S'il demeure extrêmement difficile de contrôler les contenus et la possible propagation de fake news, une nécessaire réflexion sur l'éthique est à envisager dans le respect des libertés individuelles fondamentales. Les débats sur les réseaux sociaux amènent parfois une radicalisation forte des positions amenant dans certains cas de la violence et des menaces. Les réseaux, espaces de liberté, ne sauraient devenir des territoires de non-droit. Si une législation globale et internationale semble utopique, **la fin de l'anonymat** pour publier sur les réseaux et la judiciarisation des comportements assainiraient une situation potentiellement dangereuse pour le vivre ensemble. **Chaque personne doit se sentir responsable** devant la loi des informations propagées et des propos tenus sur les réseaux.

Responsabiliser les utilisateurs des réseaux sociaux et déployer un cadre législatif mettant fin à l'anonymat.

Au-delà de cette proposition, il apparaît indispensable de mener une réflexion de fond sur le lien entre le fonctionnement économique de ces réseaux et ce qui s'y partage. Les réseaux sociaux fonctionnent exclusivement sur un modèle publicitaire. Ce modèle implique que les contenus soient les plus partagés possibles. Or, la viralité d'un contenu n'est ni déterminée par son intelligence ni même par la quantité d'information qu'il contient ou son exactitude. Les études successives de "captologie" montrent qu'il n'est déterminé que par le degré d'implication émotionnelle qu'il suscite et au premier chef les émotions les plus négatives que nous connaissons : peur, colère, haine. Les médias sociaux sont donc des usines à *drama*, à *outrage*, à *public shaming*. Par leur modèle économique, ils sont eux-mêmes prisonniers de ce fonctionnement. Il nous faut œuvrer à construire de nouvelles places publiques - avec les réseaux d'aujourd'hui transformés ou bien sans - dont la survie économique et le business model ne reposent pas sur la viralité des contenus.

Réfléchir à un modèle économique des réseaux sociaux qui ne repose pas sur la viralité des contenus.

Le CNES acteur

Au-delà d'avoir une expertise technique des systèmes spatiaux avec une grande diversité de compétences métiers et une capacité de systémier, le CNES de par son statut, a également une expertise dans la gestion de crise (en cas d'échec lanceur), dans la vulgarisation scientifique, dans le traitement des phénomènes inexplicables (OVNI). Le CNES est légitime pour porter vers le grand public des projets de sensibilisation et d'information aux sciences, à l'environnement et à l'analyse critique.

La contribution du CNES aux recommandations émises pourrait être :

- De mieux mettre en avant la démarche scientifique dans ses communications au grand public **en insistant sur la nécessité** du travail d'équipe, des temps longs de développement et validation, de la nécessaire rigueur, de la prudence quant à l'interprétation des résultats, du processus de revue par les pairs, ...
- D'apporter un regard factuel à l'observation de la terre et aux impacts sur l'environnement de l'activité humaine.